

**Commission:** Environnement et Immigration

**Sujet:** Comment l'Europe doit-elle faire face aux problèmes posés par le réchauffement climatique, surtout en termes de réfugiés?

**Auteur:** Espagne

Aujourd'hui les pays de l'Union européenne ont réalisé qu'ils doivent réagir face au changement climatique. L'Espagne, faisant partie de cette union depuis le début de sa création en tant que Communauté économique européenne, a son mot à dire sur ce problème. Avant d'étudier les vues du pays sur les politiques environnementales, il est préférable d'avoir une vue d'ensemble du pays. L'Espagne est située dans le sud-ouest de l'Europe. L'Espagne est non seulement frontalier de deux pays mais aussi de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée. Dans l'ensemble, le pays dispose d'un accès maritime important. Son relief géographique avec ses chaînes de montagnes, comme les Pyrénées ou le détroit de Gibraltar, ont parfois été causes de divisions dans le pays. Au centre des 505 990 km<sup>2</sup> du territoire se trouve Madrid, avec la plus forte concentration de pouvoir politique et économique du pays. Selon la Banque mondiale, en 2019, la population de l'Espagne était estimée à environ 46,94 millions d'habitants et le produit économique brut à environ 1393 milliards de dollars. Quant à son gouvernement actuel, le chef d'Etat est le roi Felipe V et le président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez. Le pays continue à se relever suite aux dures mesures économiques de Franco, à la crise de 2009 et, dernièrement, à la lutte pour l'indépendance de la Catalogne.

Le changement climatique a un impact sur tout le monde d'une manière ou d'une autre. Notre industrialisation a conduit à la création de gaz à effet de serre, à la déforestation des forêts indispensables à notre survie en tant qu'espèce, à la contamination de nos ressources d'eau mais aussi à la propagation de nouveaux virus. De plus, le réchauffement climatique augmente la probabilité et la dévastation des catastrophes naturelles. Sans interférence ni changement, la situation ne fera qu'empirer. Un indicateur clair est le nombre croissant de réfugiés climatiques. La cause principale est la façon dont notre système est construit: nous pensons plus à la rapidité de réalisation de nos demandes qu'aux futures conséquences de nos actions. Et donc les pays de l'Union européenne doivent modifier leurs priorités: le profit ou le bien-être?

L'Espagne essaie de participer à cette cause. Être un pays développé a ses avantages et l'Espagne peut se permettre de dépenser un peu plus pour des investissements écologiques durables. L'implication du pays dans ce dossier s'explique par sa grande vulnérabilité due à sa situation géographique et à ses caractéristiques socio-économiques. L'effort du pays est donc noté. L'Espagne a signé l'Accord de Paris en 2016. Le pays s'est ainsi engagé dans la lutte pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour mener une idéologie respectueuse de l'environnement. De plus, le pays a apporté diverses modifications dans certains domaines pour s'impliquer dans cette lutte. L'eau est une ressource précieuse et en Espagne, elle est inégalement répartie en raison de la géographie variable du pays. Il s'agit d'un bien public et il doit être accessible en quantités équitables à chacun de ses utilisateurs. La loi sur l'eau de 2001, «Real Decreto Legislativo», à cet objectif en tête et elle se base sur deux outils: les plans hydrologiques du bassin et les plans hydrologiques nationaux. La centrale solaire de Totana, exploitée par Enel Green Power (EGP), est un autre exemple de la volonté de changement du pays. Il fournit 85 mégawatts d'électricité au réseau électrique national espagnol en profitant de l'ensoleillement abondant du pays. L'usine est représentative de l'engagement passionné de l'Espagne dans la lutte contre le changement climatique grâce à une politique proactive de remplacement des combustibles fossiles par une énergie renouvelable abondante et abordable. Et encore une fois, avec la loi espagnole sur les déchets, le plan national pour les déchets urbains, l'implication du pays est ressentie. Cela remonte à 1998 où, en avril, une nouvelle législation a été

mise en place pour harmoniser l'effort collectif de l'Espagne pour réduire les déchets avec celui de l'Europe.

Le pays est prêt à faire ce qu'il peut pour l'avenir de notre planète. Il a été souligné dans le rapport national de l'EIR 2017 que l'un des défis environnementaux de l'Espagne était d'augmenter la fiscalité environnementale et de réduire les subventions nuisibles à l'environnement. Voilà pourquoi récemment une nouvelle taxe sur l'extraction des hydrocarbures a été approuvée. Mais le gouvernement s'efforce de faire plus d'efforts, et pense instaurer une taxe sur la conduite d'automobiles dans le centre-ville comme celle de Londres.

Dans l'ensemble, l'Espagne est disposée à s'engager dans une coopération efficace avec les pays de l'Union européenne pour lutter pour un monde meilleur pour les générations à venir.